

# DEC 26/2013

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

QUATORZIÈME LÉGISLATURE

**SÉNAT**

SESSION ORDINAIRE DE 2013-2014

---

---

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale  
Le 16 octobre 2013

---

---

Enregistré à la Présidence du Sénat  
Le 16 octobre 2013

## **TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION**

PAR LE GOUVERNEMENT,

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT

Virement de crédits n° DEC 26/2013 - Section III - Commission - Budget  
général - Exercice 2013.

**E 8726**





BRUXELLES, LE 25/09/2013

BUDGET GÉNÉRAL – EXERCICE 2013  
SECTION III - COMMISSION TITRES 01, 02, 04, 05, 06, 07, 08, 09, 10, 11, 12, 13, 15, 16,  
17, 19, 20, 21, 23, 24, 25, 26, 32, 33

VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 26/2013

EXPOSÉ DES MOTIFS

---

**1. Introduction**

Chaque année, après avoir examiné l'exécution effective et l'utilisation prévue des crédits de paiement jusqu'en fin d'exercice, la Commission établit une proposition de «virement global» destinée à permettre le rééquilibrage des **crédits de paiement** pour l'exercice en cours. Les besoins de financement constatés sont satisfaits dans la mesure du possible par des virements internes au sein des chapitres budgétaires concernés. La proposition de virement global porte sur les besoins qui ne peuvent être satisfaits par ces virements internes.

Le virement global doit, comme tout autre virement, assurer une neutralité budgétaire. Il n'est possible de satisfaire aux besoins complémentaires en crédits de paiement de certains programmes et actions que dans la mesure où des fonds suffisants peuvent provenir d'autres sources, pour lesquelles une sous-utilisation des crédits est prévisible d'ici à la fin de l'exercice.

La présente proposition de virement global pour 2013 porte sur des crédits de paiement correspondant à quelque **509,8 millions d'EUR** au total, ce qui représente moins de 0,4 % de l'ensemble des paiements autorisés dans le budget 2013. Ce montant relativement faible, qui s'inscrit dans la tendance des dernières années, illustre clairement la pression qui pèse sur les crédits de paiement dans le budget 2013. À titre de comparaison, le virement global avait représenté 1 792 millions d'EUR en 2010, 719,2 millions en 2011 et 419,7 millions en 2012. En fait, si on faisait abstraction des circonstances exceptionnelles qui permettent la réaffectation, expliquée ci-dessous, de 289,2 millions d'EUR issus de la ligne 08 20 02 Euratom – Entreprise commune ITER – Fusion for Energy (F4E), le volume du virement global pour 2013 se limiterait à 220,6 millions d'EUR, soit un peu plus de la moitié du montant disponible au cours de l'exercice 2012.

Le présent virement global doit être placé dans le contexte de la demande initiale formulée dans le projet de budget rectificatif n° 2/2013 (PBR 2/2013), composée d'une première tranche approuvée par l'autorité budgétaire en septembre et d'une deuxième tranche proposée par la Commission dans le projet de budget rectificatif n° 8/2013 (PBR 8/2013), confirmant la pénurie de crédits de paiement dans le budget 2013. Ce virement global tient compte de la situation actualisée de chaque ligne budgétaire, en recensant toutes les sources possibles de redéploiement. Étant donné que la situation des crédits de paiement est très tendue, la priorité a été donnée aux besoins les plus urgents dans chaque rubrique, eu égard aux obligations contractuelles et aux taux d'exécution. Il a également été tenu compte de la nécessité de renforcer certaines lignes budgétaires qui ont servi à procurer en urgence des crédits de paiement en cours d'année, alors même que leur exécution intégrale était prévue pour la fin de l'exercice. Comme il s'agissait de mesures exceptionnelles, destinées à combler des déficits, il convient à présent de rétablir les crédits sur ces lignes sources.

La plupart des crédits de paiement mis à disposition au sein d'une rubrique ont servi à couvrir des besoins dans la rubrique en question. Le faible montant disponible pour un virement entre rubriques permet essentiellement de procéder à un nouveau renforcement en faveur de l'aide humanitaire.

Il convient de noter que parmi les 37 lignes comportant des montants disponibles pour redéploiement, seules six peuvent procurer 10 millions d'EUR ou plus, et vingt d'entre elles 1 million d'EUR ou moins.

Les propositions de renforcements et de prélèvements par rubrique et par grand programme sont les suivantes (en millions d'EUR):

Rubriques		Virement global		
		Renforcements	Prélèvements	Variation nette
<b>1.</b>	<b>CROISSANCE DURABLE</b>	<b>328,928</b>	<b>-331,928</b>	<b>-3,000</b>
<b>1.1</b>	<b>Compétitivité pour la croissance et l'emploi</b>	<b>327,928</b>	<b>-331,928</b>	<b>-4,000</b>
	Septième programme-cadre de recherche	263,139	-36,135	227,004
	ITER		-289,200	-289,200
	Démantèlement	2,700		2,700
	RTE-Transport	30,933		30,933
	Programme-cadre pour l'innovation et la compétitivité (PIC)	24,289		24,289
	Agenda pour la politique sociale	3,112	-1,639	1,473
	Autres actions et programmes	3,754	-4,954	-1,199
<b>1.2</b>	<b>Cohésion pour la croissance et l'emploi</b>	<b>1,000</b>		<b>1,000</b>
	<b>Fonds structurels</b>	1,000		1,000
	Assistance technique	1,000		1,000
<b>2.</b>	<b>CONSERVATION ET GESTION DES RESSOURCES NATURELLES</b>	<b>9,396</b>	<b>-22,147</b>	<b>-12,751</b>
	Dépenses relatives au marché et aides directes		-10,746	-10,746
	Développement rural		-0,750	-0,750
	Fonds européen pour la pêche	2,438	-0,981	1,456
	Gouvernance et accords internationaux en matière de pêche	5,423	-4,215	1,209
	LIFE+		-1,500	-1,500
	Autres actions et mesures	1,535	-3,955	-2,420
<b>3.</b>	<b>CITOYENNETÉ, LIBERTÉ, SÉCURITÉ ET JUSTICE</b>	<b>7,000</b>	<b>-3,000</b>	<b>4,000</b>
<b>3.1</b>	<b>Liberté, sécurité et justice</b>	<b>4,500</b>	<b>-0,500</b>	<b>4,000</b>
	Droits fondamentaux et justice	4,500		4,500
	Autres actions et programmes		-0,500	-0,500
<b>3.2</b>	<b>Citoyenneté</b>	<b>2,500</b>	<b>-2,500</b>	<b>0,000</b>
	Activités de presse et de communication	2,465	-2,500	-0,035
	Autres actions et programmes	0,035		0,035
<b>4.</b>	<b>L'UE ACTEUR MONDIAL</b>	<b>164,343</b>	<b>-152,592</b>	<b>11,751</b>
	Instrument d'aide de préadhésion (IAP)	7,400	-112,303	-104,903
	Instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP)	20,495		20,495
	Instrument de coopération au développement (ICD)	35,000	-6,738	28,262
	Instrument pour les pays industrialisés (IPI)	2,000		2,000
	Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH)	6,105		6,105
	Instrument relatif à la coopération en matière de sûreté nucléaire (ICSN)	4,000		4,000
	Aide humanitaire	79,127		79,127
	Assistance macroéconomique		-30,790	-30,790
	Politique étrangère et de sécurité commune (PESC)	6,432		6,432
	Autres actions et programmes	3,785	-2,866	0,919
<b>5.</b>	<b>ADMINISTRATION</b>	<b>0,175</b>	<b>-0,175</b>	<b>0,000</b>
	Commission	0,175	-0,175	0,000
<b>Total</b>		<b>509,841</b>	<b>-509,541</b>	<b>0,000</b>

Au total, 96 lignes budgétaires sont concernées (59 pour les renforcements et 37 pour les prélèvements), contre 110 lignes (65 pour les renforcements et 45 pour les prélèvements) dans le virement global qui avait été présenté à la fin de 2012.

## 2. Renforcements et prélèvements de crédits de paiement

Les principaux renforcements et prélèvements (supérieurs à 10 millions d'EUR) sont résumés dans la présente section.

### 2.1 Renforcements

Dans la demande de virement, il est proposé de renforcer **59 lignes budgétaires**. Les principales lignes concernées (c'est-à-dire celles pour lesquelles les changements sont supérieurs à 10 millions d'EUR), ventilées par rubrique et en fonction du volume du renforcement, par ordre décroissant, sont les suivantes:

#### 2.1.1 Rubrique 1a - Compétitivité pour la croissance et l'emploi

- + 78 millions d'EUR pour la ligne 15 07 77 Personnes. Ce montant est nécessaire pour couvrir les paiements jusqu'à la fin de l'année, permettant le lancement de quelque 162 projets, prêts à démarrer.
- + 57 millions d'EUR pour la ligne 09 04 01 01 Appui à la coopération en matière de recherche dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC - Coopération). Si cette demande n'était pas approuvée, la Commission ne serait pas en mesure de verser une part importante des préfinancements prévus en 2013 par le calendrier des appels ni de respecter les délais de paiements imposés par le règlement financier. En pareil cas, des intérêts de retard seraient dus, ce qui aggraverait la situation déjà préoccupante des paiements en 2014 et entraînerait un risque de non-respect des obligations liées au «délai de contractualisation» prescrites par le nouveau règlement financier.
- + 52 millions d'EUR pour la ligne 08 10 01 Idées. À la suite d'une révision des besoins en paiements jusqu'à la fin de 2013, un montant supplémentaire de 51,6 millions d'EUR est requis sur cette ligne, afin que l'Agence exécutive du Conseil européen de la recherche (ERCEA) puisse remplir ses obligations de manière efficace et en temps utile.
- + 31 millions d'EUR pour la ligne 06 03 03 Soutien financier aux projets d'intérêt commun du réseau transeuropéen de transport. Grâce à ce renforcement, le montant inscrit sur cette ligne va être porté au niveau qui était prévu dans le projet de budget 2013, même s'il ne suffira pas à couvrir intégralement la somme, estimée à 150 millions d'EUR, qui pourrait être versée en 2013 pour les décisions de financement RTE-T tant nouvelles que pluriannuelles.
- + 25 millions d'EUR pour la ligne 08 04 01 Coopération – Nanosciences, nanotechnologies, matériaux et nouvelles technologies de production. Le renforcement demandé, de 24,6 millions d'EUR, est destiné à couvrir un certain nombre de paiements jusqu'à la fin de l'année, afin d'éviter les retards dans la mise en œuvre. Sans ce renforcement, cette ligne sera à court de crédits de paiement au mois de novembre.
- + 22 millions d'EUR pour la ligne 08 02 02 Coopération – Santé – Entreprise commune pour l'initiative en matière de médicaments innovants. L'absence de renforcement risque de retarder considérablement la mise en œuvre des projets et d'entraîner le paiement d'intérêts de retard, qui pourraient s'élever à plusieurs centaines de milliers d'euros. Si ce renforcement n'est pas approuvé, l'entreprise commune IMI sera à court de crédits de paiement au mois de novembre 2013.
- + 15 millions d'EUR pour la ligne 06 06 02 03 Entreprise commune SESAR. Le programme SESAR a désormais atteint son rythme de croisière, prévoyant des versements de 79 millions d'EUR de cofinancements en faveur des membres de l'entreprise commune et de 20 millions d'EUR pour des études et activités complémentaires en 2013.

### 2.1.2 Rubrique 4 - L'UE acteur mondial

- + 69 millions d'EUR pour la ligne 23 02 01 Aide humanitaire. L'exécution sur cette ligne était supérieure à 85 % au début du mois de septembre, alors qu'il restait encore quatre mois à couvrir dans l'année et qu'un RAL (reste à liquider) d'environ 460 millions d'EUR s'était accumulé, dont une partie est requise d'urgence pour financer des opérations de grande ampleur, notamment celles liées à la crise syrienne. Cette situation critique est imputable à l'écart grandissant qui se creuse entre les crédits d'engagement et les crédits de paiement, en dépit du fait que les projets d'aide humanitaire s'inscrivent plus ou moins dans le court terme et nécessitent des préfinancements élevés en faveur des ONG, auxquels succèdent très rapidement les paiements finals. Si l'UE veut respecter ses engagements envers les populations les plus vulnérables, cette ligne budgétaire doit être renforcée.
- + 10 millions d'EUR pour la ligne 19 08 01 01 Instrument européen de voisinage et de partenariat - Coopération financière avec les pays méditerranéens. C'est à partir de cette ligne qu'a été opéré le virement en faveur du poste 19 08 01 02 pour couvrir des besoins urgents en Palestine. Un montant de 30 millions d'EUR en crédits de paiement a en outre été transféré au profit de l'aide humanitaire au moyen du virement DEC 18/2013 approuvé par l'autorité budgétaire afin de répondre à la crise syrienne. Ce transfert a été possible en raison du profil d'exécution de cette ligne au cours de l'année, mais il est à présent capital de rétablir un montant de 10 millions d'EUR.
- + 10 millions d'EUR pour la ligne 19 08 01 03 Instrument européen de voisinage et de partenariat – Coopération financière avec l'Europe de l'Est. Ce montant est nécessaire pour couvrir des besoins supplémentaires, étant donné que six grandes opérations de paiement en Moldavie doivent à présent être prises en compte en 2013.

## 2.2 Prélèvements

Dans la demande de virement, il est proposé de réduire le niveau des crédits de paiement de **37 lignes budgétaires**. Les principales lignes concernées (c'est-à-dire celles pour lesquelles les changements sont supérieurs à 10 millions d'EUR), ventilées par rubrique et en fonction du volume du prélèvement, par ordre décroissant, sont les suivantes:

### 2.2.1 Rubrique 1a - Compétitivité pour la croissance et l'emploi

- - 289 millions d'EUR sur la ligne 08 20 02 Euratom – Entreprise commune ITER – Fusion for Energy (F4E). La négociation des contrats de 2013 a été retardée; la majeure partie d'entre eux ne sera signée qu'à la fin de cette année, ce qui décalera de plusieurs mois les paiements correspondants. En outre, les bénéficiaires ont présenté ou vont présenter tardivement leurs demandes de paiements intermédiaires/finals, d'où des écarts considérables par rapport aux prévisions de paiement 2013. Sous l'effet de ces facteurs, un montant total de 240 millions d'EUR ne sera pas versé comme prévu. Par ailleurs, une partie des besoins (49,2 millions d'EUR) peut être couverte par des recettes affectées. Ce montant de 49,2 millions d'EUR correspond au solde du résultat de l'exercice 2012, que la Commission a recouvré en juillet 2013.
- - 20 millions d'EUR sur la ligne 08 07 01 Coopération – Transports (y compris l'aéronautique). Le prélèvement proposé tient au fait que, pour deux appels de propositions spécifiques, les demandes de paiements intermédiaires/finals émanant des bénéficiaires étaient inférieures aux montants prévus.
- - 11 millions d'EUR sur la ligne 32 06 01 Recherche liée à l'énergie. Certains projets nouveaux, encore en cours de négociation, donneront lieu à signature à la fin de l'année (2<sup>e</sup> quinzaine de décembre). Par conséquent, les premiers paiements pour ces projets seront effectués en janvier 2014 au lieu de décembre 2013.

## 2.2.2 Rubrique 4 - L'UE acteur mondial

- - 79 millions d'EUR sur la ligne 13 05 01 01 Instrument structurel de préadhésion (ISPA) - Achèvement d'autres programmes antérieurs (2000 à 2006). Les analyses des demandes de paiement liées à la clôture pour d'anciens projets ISPA se traduisent la plupart du temps par des recouvrements, ce qui permet le prélèvement.
- - 33 millions d'EUR sur la ligne 05 05 02 Instrument de préadhésion pour le développement rural (IPARD). Le prélèvement correspond à l'exécution prévue des paiements, sur la base des informations les plus récentes.
- - 31 millions d'EUR sur la ligne 01 03 02 Aide macrofinancière. Ce prélèvement est principalement dû à la persistance de la crise politique en Égypte et à l'absence d'accord avec le Fonds monétaire international (FMI), de sorte qu'il est désormais très peu probable qu'une aide macrofinancière de l'UE soit versée en faveur de ce pays en 2013. Par ailleurs, un paiement destiné à la Géorgie n'aura lieu que l'année prochaine.

### 3. Virements proposés

Tous les virements proposés, ayant pour objet un renforcement ou une réduction des crédits, sont repris dans le tableau récapitulatif, selon l'ordre de la nomenclature budgétaire. Ce tableau indique:

- les crédits du budget initial, y compris les budgets rectificatifs au 9 septembre 2013;
- les virements au 9 septembre 2013;
- l'exécution au 9 septembre 2013;
- le montant total des crédits encore disponibles;
- les virements proposés (renforcement ou prélèvement);
- le taux de variation par rapport au budget initial (budgets rectificatifs compris);
- une brève justification du virement proposé. Pour les prélèvements ou les renforcements représentant moins de 10 % des crédits autorisés sur la ligne budgétaire, l'une des justifications standard suivantes s'applique:
  - exécution plus rapide que prévu;
  - exécution plus lente que prévu;
  - non-exécution de paiements d'avances programmés;
  - crédits de paiement insuffisants pour couvrir les crédits d'engagement;
  - absorption accrue de paiements retardés lors de l'exercice précédent.

Pour les prélèvements ou les renforcements représentant plus de 10 % des crédits autorisés sur la ligne budgétaire, des justifications plus circonstanciées sont fournies ci-joint.

**BUDGET GÉNÉRAL – EXERCICE 2013**SECTION III - COMMISSION TITRES 01, 02, 04, 05, 06, 07, 08, 09, 10, 11, 12, 13, 15, 16,  
17, 19, 20, 21, 23, 24, 25, 26, 32, 33**VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 26/2013**

EN EUROS

**ORIGINE DES CRÉDITS****DU CHAPITRE - 01 02 Union économique et monétaire**

ARTICLE - 01 02 04 Prince - Communication relative à l'Union économique et monétaire, y compris l'euro

CP 753 676

**DU CHAPITRE - 0103 Affaires économiques et financières internationales**

ARTICLE - 01 03 02 Aide macrofinancière

CP 30 790 007

**DU CHAPITRE - 0404 Emploi, solidarité sociale et égalité entre les hommes et les femmes**

ARTICLE - 04 04 15 Instrument européen de microfinancement Progress

CP 1 639 000

**DU CHAPITRE - 0502 Interventions sur les marchés agricoles**

POSTE - 05 02 10 02 Actions de promotion - Paiements directs par l'Union

CP 112 000

POSTE - 05 02 17 04 Action préparatoire - Observatoire européen des prix et des marges agricoles

CP 1 000 000

**DU CHAPITRE - 0504 Développement rural**

POSTE - 05 04 03 01 Action préparatoire - Ressources génétiques végétales et animales dans l'Union

CP 600 000

POSTE - 05 04 05 02 Assistance technique opérationnelle

CP 750 000

POSTE - 05 04 05 03 Projet pilote - Programme d'échanges pour les jeunes agriculteurs

CP 750 000

**DU CHAPITRE - 0505 Mesures de préadhésion dans le domaine de l'agriculture et du développement rural**

ARTICLE - 05 05 02 Instrument de préadhésion pour le développement rural (IPARD)

CP 33 315 178

**DU CHAPITRE - 0506 Aspects internationaux du domaine politique «Agriculture et développement rural»**

ARTICLE - 05 06 01 Accords internationaux en matière agricole

CP 2 006 853

**DU CHAPITRE - 0508 Stratégie politique et coordination du domaine politique «Agriculture et développement rural»**

ARTICLE - 05 08 01 Réseau d'information comptable agricole (RICA)

CP 186 531

ARTICLE - 05 08 10 Projet pilote - Évaluer les coûts pour le consommateur final de la législation de l'Union dans les domaines de l'environnement, du bien-être des animaux et de la sécurité alimentaire

CP 29 364

**DU CHAPITRE - 0712 Mise en œuvre de la politique et de la législation de l'Union sur l'action pour le climat**

ARTICLE - 07 12 01 Mise en œuvre de la politique et de la législation de l'Union sur l'action pour le climat

CP 1 500 000

**DU CHAPITRE - 0807 Coopération - Transports (y compris l'aéronautique)**

ARTICLE - 08 07 01 Coopération - Transports (y compris l'aéronautique)

CP 20 425 000



<b>DU CHAPITRE - 0820 Euratom - Énergie de fusion</b>		
ARTICLE - 08 20 02 Euratom - Entreprise commune ITER - Fusion for Energy (F4E)	CP	289 200 000
<b>DU CHAPITRE - 0822 Achèvement des programmes-cadres antérieurs et autres activités</b>		
POSTE - 08 22 03 02 Achèvement du sixième programme-cadre Euratom (2003-2006)	CP	780 000
<b>DU CHAPITRE - 1102 Marchés de la pêche</b>		
POSTE - 11 02 01 01 Interventions pour les produits de la pêche - Nouvelles actions	CP	2 947 624
POSTE - 11 02 01 04 Projet pilote - Création d'un instrument unique relatif aux dénominations commerciales pour les produits de la pêche et de l'aquaculture	CP	200 000
<b>DU CHAPITRE - 1104 Gouvernance de la politique commune de la pêche</b>		
ARTICLE - 11 04 01 Renforcement du dialogue avec l'industrie de la pêche et les milieux concernés par la politique commune de la pêche	CP	981 114
<b>DU CHAPITRE - 1109 Politique maritime</b>		
ARTICLE - 11 09 05 Programme destiné à soutenir le développement d'une politique maritime intégrée (PMI)	CP	4 214 830
ARTICLE - 11 09 06 Action préparatoire - Gardiens de la mer	CP	75 500
<b>DU CHAPITRE - 1305 Interventions de préadhésion en relation avec la politique structurelle</b>		
POSTE - 13 05 01 01 Instrument structurel de préadhésion (ISPA) - Achèvement d'autres programmes antérieurs (2000 à 2006)	CP	78 987 754
<b>DU CHAPITRE - 1602 Communication et médias</b>		
ARTICLE - 16 02 02 Actions multimédias	CP	2 500 000
<b>DU CHAPITRE - 1703 Santé publique</b>		
ARTICLE - 17 03 12 Projet pilote - Régime sain: enfants en bas âge et population vieillissante	CP	400 000
ARTICLE - 17 03 13 Projet pilote - Élaboration et application de stratégies de prévention efficaces du diabète de type 2	CP	200 000
ARTICLE - 17 03 14 Action préparatoire - Résistance aux antimicrobiens (RAM): recherche sur les causes de l'usage élevé et inadapté des antibiotiques	CP	200 000
ARTICLE - 17 03 19 Action préparatoire - Consommation de fruits et légumes	CP	500 000
<b>DU CHAPITRE - 1704 Sécurité des aliments pour animaux et des denrées alimentaires, santé et bien-être des animaux et domaine phytosanitaire</b>		
POSTE - 17 04 02 01 Autres actions dans les domaines vétérinaire, du bien-être des animaux et de la santé publique - Nouvelles actions	CP	2 000 000
POSTE - 17 04 03 01 Fonds d'urgence vétérinaire ainsi que pour d'autres contaminations animales présentant un risque pour la santé publique - Nouvelles actions	CP	5 500 000
<b>DU CHAPITRE - 2106 Coopération géographique avec les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP)</b>		
ARTICLE - 21 06 07 Mesures d'accompagnement «bananes»	CP	6 738 204
<b>DU CHAPITRE - 2303 Instrument financier pour la protection civile</b>		
ARTICLE - 23 03 06 Interventions de protection civile dans les pays tiers	CP	753 843
<b>DU CHAPITRE - 2502 Relations avec la société civile, transparence et information</b>		
POSTE - 25 02 04 01 Bases documentaires	CP	150 000
POSTE - 25 02 04 02 Publications numériques	CP	25 000

<b>DU CHAPITRE</b> - 2602 Production multimédia		
ARTICLE - 26 02 01 Procédures de passation et de publication des marchés publics de fournitures, de travaux et de services	CP	4 200 000
<b>DU CHAPITRE</b> - 3206 Recherche liée à l'énergie		
ARTICLE - 32 06 01 Recherche liée à l'énergie	CP	11 050 000
POSTE - 32 06 04 02 Achèvement du sixième programme-cadre (2003-2006)	CP	3 880 000
<b>DU CHAPITRE</b> - 3302 Droits fondamentaux et citoyenneté		
ARTICLE - 33 02 10 Projet pilote - Centre européen de liberté de la presse et des médias	CP	500 000

## **DESTINATION DES CRÉDITS**

<b>AU CHAPITRE</b> - 0104 Opérations et instruments financiers		
ARTICLE - 01 04 04 Programme-cadre pour l'innovation et la compétitivité - Programme «Innovation et esprit d'entreprise»	CP	7 270 000
ARTICLE - 01 04 05 Achèvement du programme pour les entreprises: amélioration de l'environnement financier des petites et moyennes entreprises (PME)	CP	7 861 000
<b>AU CHAPITRE</b> - 0203 Marché intérieur des biens et des politiques sectorielles		
POSTE - 02 03 04 01 Appui aux activités de normalisation du CEN, du CENELEC et de l'ETSI	CP	1 000 000
<b>AU CHAPITRE</b> - 0402 Fonds social européen		
ARTICLE - 04 02 20 Fonds social européen (FSE) - Assistance technique opérationnelle (de 2007 à 2013)	CP	1 000 000
<b>AU CHAPITRE</b> - 0406 Instrument d'aide de préadhésion (IAP) - Développement des ressources humaines		
ARTICLE - 04 06 01 Instrument d'aide de préadhésion (IAP) - Développement des ressources humaines	CP	7 400 000
<b>AU CHAPITRE</b> - 0603 Réseaux transeuropéens		
ARTICLE - 06 03 03 Soutien financier aux projets d'intérêt commun du réseau transeuropéen de transport	CP	30 932 904
<b>AU CHAPITRE</b> - 0606 Recherche liée aux transports		
POSTE - 06 06 02 01 Recherche liée aux transports (y compris l'aéronautique)	CP	5 150 000
POSTE - 06 06 02 03 Entreprise commune SESAR	CP	15 347 426
<b>AU CHAPITRE</b> - 0802 Coopération - Santé		
ARTICLE - 08 02 02 Coopération - Santé - Entreprise commune pour l'initiative en matière de médicaments innovants	CP	22 152 000
<b>AU CHAPITRE</b> - 0804 Coopération - Nanosciences, nanotechnologies, matériaux et nouvelles technologies de production		
ARTICLE - 08 04 01 Coopération - Nanosciences, nanotechnologies, matériaux et nouvelles technologies de production	CP	24 561 000
<b>AU CHAPITRE</b> - 0805 Coopération - Énergie		
ARTICLE - 08 05 01 Coopération - Énergie	CP	4 527 449
<b>AU CHAPITRE</b> - 0806 Coopération - Environnement (y compris le changement climatique)		
ARTICLE - 08 06 01 Coopération - Environnement (y compris le changement climatique)	CP	3 454 726
<b>AU CHAPITRE</b> - 0810 Idées		
ARTICLE - 08 10 01 Idées	CP	51 600 000

<b>AU CHAPITRE</b> - 0819 Capacités - Soutien du développement cohérent des politiques de recherche		
ARTICLE - 08 19 01 Capacités - Soutien du développement cohérent des politiques de recherche	CP	500 000
<b>AU CHAPITRE</b> - 0902 Cadre réglementaire de la stratégie numérique		
ARTICLE - 09 02 01 Définition et mise en œuvre de la politique de l'Union dans le domaine de la communication électronique	CP	120 043
POSTE - 09 02 02 01 Programme «Internet plus sûr»	CP	285 385
ARTICLE - 09 02 06 Action préparatoire - Erasmus pour les journalistes	CP	34 776
<b>AU CHAPITRE</b> - 0903 Adoption des technologies de l'information et de la communication		
ARTICLE - 09 03 01 Programme-cadre pour l'innovation et la compétitivité - Programme d'appui stratégique en matière de technologies de l'information et de la communication	CP	9 158 088
<b>AU CHAPITRE</b> - 0904 Coopération - Technologies de l'information et de la communication (TIC)		
POSTE - 09 04 01 01 Appui à la coopération en matière de recherche dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC - Coopération)	CP	57 346 720
<b>AU CHAPITRE</b> - 1003 Crédits opérationnels pour la recherche financée directement - Septième programme-cadre (2007 à 2011 et 2012 à 2013) - Euratom		
ARTICLE - 10 03 01 Activités nucléaires du Centre commun de recherche (JRC)	CP	500 000
<b>AU CHAPITRE</b> - 1005 Poids du passé nucléaire provenant des activités exécutées par le Centre commun de recherche dans le cadre du traité Euratom		
ARTICLE - 10 05 01 Démantèlement des installations nucléaires et gestion des déchets	CP	2 700 000
<b>AU CHAPITRE</b> - 1103 Pêche internationale et droit de la mer		
ARTICLE - 11 03 01 Accords internationaux en matière de pêche	CP	2 423 387
ARTICLE - 11 03 03 Travaux préparatoires des nouvelles organisations internationales de pêche et autres contributions non obligatoires à des organisations internationales	CP	535 028
<b>AU CHAPITRE</b> - 1106 Fonds européen pour la pêche (FEP)		
ARTICLE - 11 06 01 Achèvement de l'Instrument financier d'orientation de la pêche (IFOP) - Objectif n° 1 (2000 à 2006)	CP	1 097 589
ARTICLE - 11 06 11 Fonds européen pour la pêche (FEP) - Assistance technique opérationnelle	CP	1 340 000
<b>AU CHAPITRE</b> - 1108 Contrôle et mise en œuvre de la politique commune de la pêche		
ARTICLE - 11 08 01 Participation financière à des dépenses des États membres en matière de contrôle	CP	3 000 000
<b>AU CHAPITRE</b> - 1202 Politique du marché intérieur		
ARTICLE - 12 02 01 Mise en œuvre et développement du marché intérieur	CP	1 590 811
<b>AU CHAPITRE</b> - 1507 Personnes - Programme en faveur de la mobilité des chercheurs		
ARTICLE - 15 07 77 Personnes	CP	78 000 000
<b>AU CHAPITRE</b> - 1602 Communication et médias		
ARTICLE - 16 02 04 Exploitation des studios de radiodiffusion et de télévision et équipements audiovisuels	CP	175 000
<b>AU CHAPITRE</b> - 1603 Communication au niveau local		
ARTICLE - 16 03 04 Communiquer sur l'Europe en partenariat	CP	912 772
<b>AU CHAPITRE</b> - 1604 Outils d'analyse et de communication		
POSTE - 16 04 02 01 Outils d'information et de communication écrite et en ligne	CP	1 552 452

<b>AU CHAPITRE</b> - 1903 Politique étrangère et de sécurité commune (PESC)		
POSTE - 19 03 01 04 Autres mesures et opérations de gestion de crise	CP	6 431 692
<b>AU CHAPITRE</b> - 1904 Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH)		
ARTICLE - 19 04 01 Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH)	CP	3 105 049
ARTICLE - 19 04 03 Missions d'observation électorales	CP	3 000 000
<b>AU CHAPITRE</b> - 1905 Relations et coopération avec les pays tiers industrialisés		
ARTICLE - 19 05 01 Coopération avec les pays tiers industrialisés	CP	2 000 000
<b>AU CHAPITRE</b> - 1906 Réaction aux crises et menaces pour la sécurité mondiale		
ARTICLE - 19 06 04 Assistance dans le domaine nucléaire	CP	4 000 000
<b>AU CHAPITRE</b> - 1908 Politique européenne de voisinage et relations avec la Russie		
POSTE - 19 08 01 01 Instrument européen de voisinage et de partenariat - Coopération financière avec les pays méditerranéens	CP	10 000 000
POSTE - 19 08 01 03 Instrument européen de voisinage et de partenariat - Coopération financière avec l'Europe de l'Est	CP	10 494 832
<b>AU CHAPITRE</b> - 1909 Relations avec l'Amérique latine		
ARTICLE - 19 09 01 Coopération avec les pays en développement d'Amérique latine	CP	3 000 000
<b>AU CHAPITRE</b> - 1910 Relations avec l'Asie, l'Asie centrale et le Moyen-Orient (Iraq, Iran, Yémen)		
POSTE - 19 10 01 01 Coopération avec les pays en développement d'Asie	CP	8 000 000
POSTE - 19 10 01 02 Aide à la réhabilitation et à la reconstruction de l'Afghanistan	CP	3 000 000
<b>AU CHAPITRE</b> - 1911 Stratégie politique et coordination du domaine politique «Relations extérieures»		
ARTICLE - 19 11 03 L'Union européenne dans le monde	CP	600 000
<b>AU CHAPITRE</b> - 2002 Politique commerciale		
ARTICLE - 20 02 01 Relations commerciales extérieures, y compris l'accès aux marchés des pays tiers	CP	1 000 000
<b>AU CHAPITRE</b> - 2103 Acteurs non étatiques du développement		
ARTICLE - 21 03 01 Acteurs non étatiques du développement	CP	8 000 000
ARTICLE - 21 03 02 Autorités locales du développement	CP	1 000 000
<b>AU CHAPITRE</b> - 2104 Environnement et gestion durable des ressources naturelles, y compris l'énergie		
ARTICLE - 21 04 01 Environnement et gestion durable des ressources naturelles, y compris l'énergie	CP	6 000 000
<b>AU CHAPITRE</b> - 2105 Développement humain et social		
POSTE - 21 05 01 02 Enseignement	CP	6 000 000
<b>AU CHAPITRE</b> - 2107 Actions de coopération au développement et programmes ad hoc		
ARTICLE - 21 07 03 Accord avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et d'autres organes des Nations unies	CP	3 775
ARTICLE - 21 07 04 Accords sur les produits de base	CP	1 580 747
<b>AU CHAPITRE</b> - 2108 Stratégie politique et coordination du domaine politique «Développement et relations avec les États ACP»		
ARTICLE - 21 08 02 Coordination et sensibilisation dans le domaine du développement	CP	600 000

<b>AU CHAPITRE</b> - 2302 Aide humanitaire, y compris l'aide aux personnes déracinées, l'aide alimentaire et la préparation aux catastrophes		
ARTICLE - 23 02 01 Aide humanitaire	CP	69 250 719
ARTICLE - 23 02 02 Aide alimentaire	CP	9 000 000
ARTICLE - 23 02 03 Préparation aux catastrophes	CP	875 984
<b>AU CHAPITRE</b> - 2303 Instrument financier pour la protection civile		
ARTICLE - 23 03 05 Action préparatoire - Capacité de réaction rapide de l'Union	CP	1 000 000
<b>AU CHAPITRE</b> - 2402 Lutte contre la fraude		
ARTICLE - 24 02 03 Système d'information antifraude (AFIS)	CP	758 000
<b>AU CHAPITRE</b> - 3302 Droits fondamentaux et citoyenneté		
ARTICLE - 33 02 05 Combattre la violence (Daphné)	CP	4 000 000
<b>AU CHAPITRE</b> - 3304 Prévenir la consommation de drogue et informer le public		
ARTICLE - 33 04 01 Prévenir la consommation de drogue et informer le public	CP	500 000
<b>AU CHAPITRE</b> - 3306 Égalité		
ARTICLE - 33 06 01 Non-discrimination et diversité	CP	1 000 000
ARTICLE - 33 06 02 Égalité entre les hommes et les femmes	CP	2 112 124

Ligne / Intitulé								
	Budget initial ±BR (1A)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(AELE)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1A)	Total (4±5)	Justification standard
<b>01 02 04 - Prince - Communication relative à l'Union économique et monétaire, y compris l'euro</b>								
	3.953.676	0	1.766.808	2.186.868	<b>-753.676</b>	-19,06%	1.433.192	*
<b>01 03 02 - Aide macrofinancière</b>								
	56.339.890	-15.000.000	300.458	41.039.432	<b>-30.790.007</b>	-54,65%	10.249.425	*
<b>01 04 04 - Programme-cadre pour l'innovation et la compétitivité - Programme «Innovation et esprit d'entreprise»</b>								
	110.000.000	0	110.000.000	3.080.000	<b>7.270.000</b>	6,61%	10.350.000	*
<b>01 04 05 - Achèvement du programme pour les entreprises: amélioration de l'environnement financier des petites et moyennes entreprises (PME)</b>								
	9.884.191	-4.060.000	6.100.000	948	<b>7.861.000</b>	79,53%	7.861.948	*
<b>02 03 04 01 - Appui aux activités de normalisation du CEN, du CENELEC et de l'ETSI</b>								
	14.826.287	0	14.813.846	12.441	<b>1.000.000</b>	6,74%	1.012.441	*
<b>04 02 20 - Fonds social européen (FSE) - Assistance technique opérationnelle (de 2007 à 2013)</b>								
	6.500.000	1.500.000	6.455.744	1.544.256	<b>1.000.000</b>	15,38%	2.544.256	*
<b>04 04 15 - Instrument européen de microfinancement Progress</b>								
	19.768.382	0	5.700.000	14.068.382	<b>-1.639.000</b>	-8,29%	12.429.382	<i>Exécution plus lente que prévu</i>
<b>04 06 01 - Instrument d'aide de préadhésion (IAP) - Développement des ressources humaines</b>								
	29.652.574	0	27.955.633	1.696.941	<b>7.400.000</b>	24,96%	9.096.941	*
<b>05 02 10 02 - Actions de promotion - Paiements directs par l'Union</b>								
	1.126.798	350.000	794.883	681.915	<b>-112.000</b>	-9,94%	569.915	<i>Non-exécution de paiements d'avances programmés</i>
<b>05 02 17 04 - Action préparatoire - Observatoire européen des prix et des marges agricoles</b>								
	1.000.000	0	0	1.000.000	<b>-1.000.000</b>	-100,00%	0	*
<b>05 04 03 01 - Action préparatoire - Ressources génétiques végétales et animales dans l'Union</b>								
	750.000	0	0	750.000	<b>-600.000</b>	-80,00%	150.000	*
<b>05 04 05 02 - Assistance technique opérationnelle</b>								
	8.463.833	0	4.212.976	4.250.857	<b>-750.000</b>	-8,86%	3.500.857	<i>Exécution plus lente que prévu</i>
<b>05 04 05 03 - Projet pilote - Programme d'échanges pour les jeunes agriculteurs</b>								
	750.000	0	0	750.000	<b>-750.000</b>	-100,00%	0	*
<b>05 02 02 - Instrument de préadhésion pour le développement rural (IPARD)</b>								
	81.470.000	0	39.761.745	41.708.255	<b>-33.315.178</b>	-40,89%	8.393.077	*
<b>05 06 01 - Accords internationaux en matière agricole</b>								
	5.069.602	0	3.062.749	2.006.853	<b>-2.006.853</b>	-39,59%	0	*
<b>05 08 01 - Réseau d'information comptable agricole (RICA)</b>								
	14.350.561	0	10.077.759	4.272.802	<b>-186.531</b>	-1,30%	4.086.271	<i>Exécution plus lente que prévu</i>

Ligne / Intitulé								
	Budget initial ±BR (1A)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(AELE)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1A)	Total (4±5)	Justification standard
<b>05 08 10 - Projet pilote - Évaluer les coûts pour le consommateur final de la législation de l'Union dans les domaines de l'environnement, du bien-être des animaux et de la sécurité alimentaire</b>								
	939.631	0	528.542	411.089	-29.364	-3,13%	381.725	<i>Exécution plus lente que prévu</i>
<b>06 03 03 - Soutien financier aux projets d'intérêt commun du réseau transeuropéen de transport</b>								
	677.067.096	0	264.353.689	412.713.407	30.932.904	4,57%	443.646.311	*
<b>06 06 02 01 - Recherche liée aux transports (y compris l'aéronautique)</b>								
	10.542.392	0	5.695.623	5.141.956	5.150.000	48,85%	10.291.956	*
<b>06 06 02 03 - Entreprise commune SESAR</b>								
	29.652.574	0	30.405.331	77.515	15.347.426	51,76%	15.424.941	*
<b>07 12 01 - Mise en œuvre de la politique et de la législation de l'Union sur l'action pour le climat</b>								
	19.076.489	0	8.871.505	10.204.984	-1.500.000	-7,86%	8.704.984	<i>Non-exécution de paiements d'avances programmés</i>
<b>08 02 02 - Coopération - Santé - Entreprise commune pour l'initiative en matière de médicaments innovants</b>								
	100.719.908	108.242	60.800.000	42.848.307	22.152.000	21,99%	65.000.307	*
<b>08 04 01 - Coopération - Nanosciences, nanotechnologies, matériaux et nouvelles technologies de production</b>								
	497.518.000	0	347.306.072	164.119.752	24.561.000	4,94%	188.680.752	*
<b>08 05 01 - Coopération - Énergie</b>								
	130.633.551	0	102.746.444	31.537.370	4.527.449	3,47%	36.064.819	*
<b>08 06 01 - Coopération - Environnement (y compris le changement climatique)</b>								
	240.421.301	0	79.404.068	167.736.569	3.454.726	1,44%	171.191.295	*
<b>08 07 01 - Coopération - Transports (y compris l'aéronautique)</b>								
	310.125.246	2.947.228	156.486.203	165.258.186	-20.425.000	-6,59%	144.833.186	*
<b>08 10 01 - Idées</b>								
	991.958.500	0	763.025.431	256.644.403	51.600.000	5,20%	308.244.403	*
<b>08 19 01 - Capacités - Soutien du développement cohérent des politiques de recherche</b>								
	8.912.772	0	4.654.860	4.506.994	500.000	5,61%	5.006.994	*
<b>08 20 02 - Euratom - Entreprise commune ITER - Fusion for Energy (F4E)</b>								
	494.812.495	0	195.200.000	299.612.495	-289.200.000	-58,45%	10.412.495	*
<b>08 22 03 02 - Achèvement du sixième programme-cadre Euratom (2003-2006)</b>								
	1.780.143	0	504.204	1.275.939	-780.000	-43,82%	495.939	*
<b>09 02 01 - Définition et mise en œuvre de la politique de l'Union dans le domaine de la communication électronique</b>								
	1.976.838	154.520	1.378.877	752.481	120.043	6,07%	872.524	<i>Exécution plus rapide que prévu</i>

Ligne / Intitulé								
	Budget initial ±BR (1A)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(AELE)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1A)	Total (4±5)	Justification standard
<b>09 02 02 01 - Programme «Internet plus sûr»</b>								
	10.576.085	0	7.731.016	3.141.199	<b>285.385</b>	2,70%	3.426.584	<i>Exécution plus rapide que prévu</i>
<b>09 02 06 - Action préparatoire - Erasmus pour les journalistes</b>								
	0	184.776	184.777	-1	<b>34.776</b>	0,00%	34.776	*
<b>09 03 01 - Programme-cadre pour l'innovation et la compétitivité - Programme d'appui stratégique en matière de technologies de l'information et de la communication</b>								
	98.841.912	14.068	74.516.724	27.106.830	<b>9.158.088</b>	9,27%	36.264.918	*
<b>09 04 01 01 - Appui à la coopération en matière de recherche dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC - Coopération)</b>								
	1.017.379.643	10.872.610	715.101.165	341.587.906	<b>57.346.720</b>	5,64%	398.934.626	*
<b>10 03 01 - Activités nucléaires du Centre commun de recherche (JRC)</b>								
	7.314.301	0	7.307.614	6.687	<b>500.000</b>	6,84%	506.687	<i>CP insuffisants pour couvrir les CE</i>
<b>10 05 01 - Démantèlement des installations nucléaires et gestion des déchets</b>								
	25.204.688	0	19.950.894	5.253.794	<b>2.700.000</b>	10,71%	7.953.794	*
<b>11 02 01 01 - Interventions pour les produits de la pêche - Nouvelles actions</b>								
	11.366.820	0	1.422.908	9.943.912	<b>-2.947.624</b>	-25,93%	6.996.288	*
<b>11 02 01 04 - Projet pilote - Création d'un instrument unique relatif aux dénominations commerciales pour les produits de la pêche et de l'aquaculture</b>								
	200.000	0	0	200.000	<b>-200.000</b>	-100,00%	0	*
<b>11 03 01 - Accords internationaux en matière de pêche</b>								
	28.674.039	0	26.418.976	2.255.063	<b>2.423.387</b>	8,45%	4.678.450	*
<b>11 03 03 - Travaux préparatoires des nouvelles organisations internationales de pêche et autres contributions non obligatoires à des organisations internationales</b>								
	3.953.676	0	3.793.707	159.969	<b>535.028</b>	13,53%	694.997	*
<b>11 04 01 - Renforcement du dialogue avec l'industrie de la pêche et les milieux concernés par la politique commune de la pêche</b>								
	4.820.520	0	1.936.406	2.884.114	<b>-981.114</b>	-20,35%	1.903.000	*
<b>11 06 01 - Achèvement de l'Instrument financier d'orientation de la pêche (IFOP) - Objectif n° 1 (2000 à 2006)</b>								
	14.826.287	0	11.221.932	3.604.355	<b>1.097.589</b>	7,40%	4.701.944	<i>Exécution plus rapide que prévu</i>
<b>11 06 11 - Fonds européen pour la pêche (FEP) - Assistance technique opérationnelle</b>								
	2.569.890	0	1.994.715	575.175	<b>1.340.000</b>	52,14%	1.915.175	*
<b>11 08 01 - Participation financière à des dépenses des États membres en matière de contrôle</b>								
	23.117.086	0	20.416.490	2.700.596	<b>3.000.000</b>	12,98%	5.700.596	*
<b>11 09 05 - Programme destiné à soutenir le développement d'une politique maritime intégrée (PMI)</b>								
	12.098.250	0	2.270.555	9.827.695	<b>-4.214.830</b>	-34,84%	5.612.865	*
<b>11 09 06 - Action préparatoire - Gardiens de la mer</b>								
	600.000	-324.500	0	275.500	<b>-75.500</b>	-12,58%	200.000	*
<b>12 02 01 - Mise en œuvre et développement du marché intérieur</b>								



Ligne / Intitulé									
	Budget initial ±BR (1A)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(AELE)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1A)	Total (4±5)	Justification standard	
	6.407.353	0	6.104.495	524.264	1.590.811	24,83%	2.115.075		*
<b>13 05 01 01 - Instrument structurel de préadhésion (ISPA) - Achèvement d'autres programmes antérieurs (2000 à 2006)</b>									
	232.278.493	-82.395.749	32.992.517	116.890.227	-78.987.754	-34,01%	37.902.473		*
<b>15 07 77 - Personnes</b>									
	726.275.000	0	528.054.680	218.520.320	78.000.000	10,74%	296.520.320		*
<b>16 02 02 - Actions multimédias</b>									
	27.675.735	0	8.484.450	19.191.285	-2.500.000	-9,03%	16.691.285	<i>Exécution plus lente que prévu</i>	
<b>16 02 04 - Exploitation des studios de radiodiffusion et de télévision et équipements audiovisuels</b>									
	5.553.000	-400.000	3.682.740	1.470.260	175.000	3,15%	1.645.260	<i>Absorption accrue de paiements retardés lors de l'exercice précédent.</i>	
<b>16 03 04 - Communiquer sur l'Europe en partenariat</b>									
	11.861.029	-800.000	6.318.518	4.742.511	912.772	7,70%	5.655.283	<i>Exécution plus rapide que prévu</i>	
<b>16 04 02 01 - Outils d'information et de communication écrite et en ligne</b>									
	13.600.647	0	9.800.823	3.799.824	1.552.452	11,41%	5.352.276		*
<b>17 03 12 - Projet pilote - Régime sain: enfants en bas âge et population vieillissante</b>									
	700.000	0	0	700.000	-400.000	-57,14%	300.000		*
<b>17 03 13 - Projet pilote - Élaboration et application de stratégies de prévention efficaces du diabète de type 2</b>									
	200.000	0	0	200.000	-200.000	-100,00%	0		*
<b>17 03 14 - Action préparatoire - Résistance aux antimicrobiens (RAM): recherche sur les causes de l'usage élevé et inadapté des antibiotiques</b>									
	200.000	0	0	200.000	-200.000	-100,00%	0		*
<b>17 03 19 - Action préparatoire - Consommation de fruits et légumes</b>									
	500.000	0	0	500.000	-500.000	-100,00%	0		*
<b>17 04 02 01 - Autres actions dans les domaines vétérinaire, du bien-être des animaux et de la santé publique - Nouvelles actions</b>									
	12.849.449	0	6.937.007	5.912.442	-2.000.000	-15,56%	3.912.442		*
<b>17 04 03 01 - Fonds d'urgence vétérinaire ainsi que pour d'autres contaminations animales présentant un risque pour la santé publique - Nouvelles actions</b>									
	9.884.191	-435.430	3.253.362	6.195.399	-5.500.000	-55,64%	695.399		*
<b>19 03 01 04 - Autres mesures et opérations de gestion de crise</b>									
	64.247.243	17.000.000	52.875.144	28.372.099	6.431.692	10,01%	34.803.791		*
<b>19 04 01 - Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH)</b>									
	88.463.511	0	87.848.323	615.188	3.105.049	3,51%	3.720.237		*
<b>19 04 03 - Missions d'observation électorales</b>									
	29.652.574	-6.000.000	11.819.964	11.832.610	3.000.000	10,12%	14.832.610		*
<b>19 05 01 - Coopération avec les pays tiers industrialisés</b>									

Ligne / Intitulé									
	Budget initial ±BR (1A)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(AELE)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1A)	Total (4±5)	Justification standard	
	18.285.754	0	12.400.241	5.885.513	2.000.000	10,94%	7.885.513		*
<b>19 06 04 - Assistance dans le domaine nucléaire</b>									
	64.153.343	-15.000.000	30.237.966	18.915.377	4.000.000	6,24%	22.915.377		*
<b>19 08 01 01 - Instrument européen de voisinage et de partenariat - Coopération financière avec les pays méditerranéens</b>									
	650.848.229	-130.000.000	220.306.214	300.542.015	10.000.000	1,54%	310.542.015		*
<b>19 08 01 03 - Instrument européen de voisinage et de partenariat - Coopération financière avec l'Europe de l'Est</b>									
	327.858.337	0	170.005.777	157.852.560	10.494.832	3,20%	168.347.392		*
<b>19 09 01 - Coopération avec les pays en développement d'Amérique latine</b>									
	273.386.429	-5.000.000	182.972.909	85.413.520	3.000.000	1,10%	88.413.520		*
<b>19 10 01 01 - Coopération avec les pays en développement d'Asie</b>									
	384.495.037	-14.000.000	234.041.335	136.453.702	8.000.000	2,08%	144.453.702		*
<b>19 10 01 02 - Aide à la réhabilitation et à la reconstruction de l'Afghanistan</b>									
	128.988.695	-18.000.000	79.089.158	31.899.537	3.000.000	2,33%	34.899.537		*
<b>19 11 03 - L'Union européenne dans le monde</b>									
	1.186.103	153.349	1.110.356	229.096	600.000	50,59%	829.096		*
<b>20 02 01 - Relations commerciales extérieures, y compris l'accès aux marchés des pays tiers</b>									
	6.918.934	-3.000.000	3.871.045	47.889	1.000.000	14,45%	1.047.889		*
<b>21 03 01 - Acteurs non étatiques du développement</b>									
	172.973.346	-19.000.000	151.164.783	2.808.563	8.000.000	4,62%	10.808.563		*
<b>21 03 02 - Autorités locales du développement</b>									
	10.477.243	19.000.000	27.472.824	2.004.419	1.000.000	9,54%	3.004.419		*
<b>21 04 01 - Environnement et gestion durable des ressources naturelles, y compris l'énergie</b>									
	122.563.971	0	67.664.411	54.899.560	6.000.000	4,90%	60.899.560		*
<b>21 05 01 02 - Enseignement</b>									
	7.907.353	-3.900.000	3.989.623	17.730	6.000.000	75,88%	6.017.730		*
<b>21 06 07 - Mesures d'accompagnement «bananes»</b>									
	32.617.831	0	2.343.882	30.273.949	-6.738.204	-20,66%	23.535.745		*

Ligne / Intitulé								
	Budget initial ±BR (1A)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(AELE)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1A)	Total (4±5)	Justification standard
<b>21 07 03 - Accord avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et d'autres organes des Nations unies</b>								
	322.225	0	275.207	47.018	3.775	1,17%	50.793	Exécution plus rapide que prévu
<b>21 07 04 - Accords sur les produits de base</b>								
	2.624.253	0	1.222.311	1.401.942	1.580.747	60,24%	2.982.689	*
<b>21 08 02 - Coordination et sensibilisation dans le domaine du développement</b>								
	4.871.918	0	4.601.731	270.187	600.000	12,32%	870.187	*
<b>23 02 01 - Aide humanitaire</b>								
	512.545.722	201.000.000	604.094.882	109.450.840	69.250.719	13,51%	178.701.559	*
<b>23 02 02 - Aide alimentaire</b>								
	226.941.029	-19.000.000	201.946.243	5.994.786	9.000.000	3,97%	14.994.786	*
<b>23 02 03 - Préparation aux catastrophes</b>								
	32.123.621	1.000.000	32.910.955	212.666	875.984	2,73%	1.088.650	*
<b>23 03 05 - Action préparatoire - Capacité de réaction rapide de l'Union</b>								
	500.000	410.000	909.261	739	1.000.000	200,00%	1.000.739	*
<b>23 03 06 - Interventions de protection civile dans les pays tiers</b>								
	3.755.993	-3.000.000	2.150	859.011	-753.843	-20,07%	105.158	*
<b>24 02 03 - Système d'information antifraude (AFIS)</b>								
	4.942.096	0	3.962.087	980.009	758.000	15,34%	1.738.009	*
<b>25 02 04 01 - Bases documentaires</b>								
	760.000	0	132.055	627.945	-150.000	-19,74%	477.945	Exécution plus lente que prévu
<b>25 02 04 02 - Publications numériques</b>								
	978.000	0	352.061	625.939	-25.000	-2,56%	600.939	Exécution plus lente que prévu
<b>26 02 01 - Procédures de passation et de publication des marchés publics de fournitures, de travaux et de services</b>								
	12.849.449	0	4.854.784	7.994.665	-4.200.000	-32,69%	3.794.665	*
<b>32 06 01 - Recherche liée à l'énergie</b>								
	116.069.721	0	62.911.992	56.401.325	-11.050.000	-9,52%	45.351.325	*
<b>32 06 04 02 - Achèvement du sixième programme-cadre (2003-2006)</b>								
	14.826.287	0	4.810.686	10.430.737	-3.880.000	-26,17%	6.550.737	*
<b>33 02 05 - Combattre la violence (Daphné)</b>								
	15.023.971	8.131.500	21.650.346	1.925.796	4.000.000	26,62%	5.925.796	*
<b>33 02 10 - Projet pilote - Centre européen de liberté de la presse et des médias</b>								
	500.000	0	0	500.000	-500.000	-100,00%	0	*
<b>33 04 01 - Prévenir la consommation de drogue et informer le public</b>								

Ligne / Intitulé									
	Budget initial ±BR (1A)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(AELE)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1A)	Total (4±5)	Justification standard	
	2.797.242	0	2.680.968	194.597	500.000	17,87%	694.597		*
<b>33 06 01 - Non-discrimination et diversité</b>									
	16.783.972	1.232.690	15.935.424	2.551.189	1.000.000	5,96%	3.551.189		*
<b>33 06 02 - Égalité entre les hommes et les femmes</b>									
	9.569.661	-2.456.000	5.323.652	2.057.960	2.112.124	22,07%	4.170.084		*
<b>Total PRÉLÈVEMENT CP</b>						<b>- 509.841.478</b>			
<b>Total RENFORCEMENT CP</b>						<b>509.841.478</b>			

(\*) Voir en annexe pour une justification détaillée.

## Justifications

### **Decrease 01 02 04**

#### **Prince - Communication on the economic and monetary union, including the euro**

Invoices for two large projects with long implementation periods will only be submitted in 2014. Therefore, EUR 0.8 million can be made available for redeployment.

### **Decrease 01 03 02**

#### **Macro-financial assistance**

EUR 30.8 million is made available under this line. The main reasons are the continuing political crisis and the absence of an International Monetary Fund (IMF) arrangement in Egypt. This means that the EU macro-financial assistance to Egypt of EUR 25 million in payment appropriations is now highly unlikely to be paid in 2013. In addition, while the commitment of EUR 23 million for the macro-financial assistance for Georgia is foreseen for this year, it is unlikely that the planned first payment of EUR 11.5 million will take place before the end of 2013.

### **Increase 01 04 04**

#### **Competitiveness and Innovation Framework Programme - Entrepreneurship and Innovation Programme**

The proposed increase of EUR 7.3 million is split as follows: EUR 4.5 million for the SME Guarantee Facility (SMEG) and EUR 2.8 million for the High Growth and Innovation Facility for SMEs (GIF, venture capital).

According to article 4.5(b) of the Fiduciary and Management Agreement (FMA) between the Commission and the entrusted entity, the European Investment Fund (EIF), the balance of the Trust Accounts for each of the GIF and SMEG facilities has to be at least EUR 20 million. Therefore a sufficient balance on the account at year-end should be respected.

The additional EUR 4.5 million requested for the SMEG Facility is mainly justified by the increase of new deals in non-euro currency forecasted for the second half of the year, for which the EIF will need to purchase the relevant tradable currency upfront. The current pipeline covers new potential deals in countries such as Croatia, Czech Republic, Denmark, France, Germany, Poland, Spain, and Turkey. For the first time, potential guarantee deals are also envisaged in Greece, former Yugoslav Republic of Macedonia, Romania, and Serbia in view of the balanced geographical coverage of the instrument.

Regarding the additional EUR 2.8 million requested for the GIF Facility, this amount should cover the management fees which will be due in view of the new transactions that are to be signed in the next weeks.

### **Increase 01 04 05**

#### **Completion of programme for enterprises: improvement of the financial environment for small and middle-sized enterprises (SMEs)**

The proposed increase of EUR 7.9 million is meant to be split as EUR 4.3 million for the ETF Start-up Facility (ESU01) and EUR 3.6 million for the Guarantees Facility (SMEG01).

In the light of the latest forecast from the entrusted entity – the European Investment Fund (EIF) – the liquidity available on the trust accounts is not sufficient to cover investments obligations under the programme in 2013 and to guarantee the contractual margin agreed.

The trust account balance for ETF Start-up Facility under the Multiannual programme for Enterprise and Entrepreneurship (MAP) programme as at 31/07/2013 was EUR 21.1 million. From this amount, EUR 7.6 million are needed for the out-currency reserve and EUR 10.0 million for the Fiduciary and Management Agreement contractual margin. A further EUR 2.17 million relates to interests, capital

repayment and dividends which will be transferred back to the EU budget. The remaining available amount is EUR 1.3 million while the expected payment needs by end 2013 amount to EUR 5.6 million. As a result, the reinforcement of EUR 4.3 million payment appropriations is needed for MAP ESU01 in the following months.

With regard to the SMEG01 Facility under the MAP programme, its trust account balance as at 31/07/2013 was EUR 18.2 million while the expected payment needs by end 2013 amount to EUR 10.0 million. As a result, a reinforcement of EUR 3.6 million in payment appropriations is needed in order to replenish the contractual margin and accommodate the increased disbursements estimated for the remaining months of 2013.

#### **Increase 02 03 04 01**

##### **Support to standardisation activities performed by CEN, Cenelec and ETSI**

The payment appropriations request is needed to cover the operating grants to European Standardisation Organisations (ESOs), and the payments on the different actions for standardisation.

The implementation rate in early September is 97%. An amount of EUR 9 million has been recently paid as operating grants to the ESOs, as well as EUR 5.3 million in final payments on outstanding action grants from previous years.

The requested increase of EUR 1 million will be necessary to cover further urgent RAL payments.

#### **Increase 04 02 20**

##### **European Social Fund (ESF) - Operational technical assistance (2007 to 2013)**

The volume of the RAL has led to the necessity to make payments which were not covered by the original voted budget. It is currently expected that an additional EUR 1 million is necessary to meet obligations in 2013, especially for final payments for contracts linked to grants in the field of trans-nationality, and a few pre-financing payments for new grants.

#### **Increase 04 06 01**

##### **Instrument for Pre-Accession Assistance (IPA) - Human resources development**

The latest forecasts of payments until the end of the year for the implementation of IPA Component IV operational programmes in Turkey and the former Yugoslav Republic of Macedonia result in the need for a reinforcement on top of the EUR 35.5 million already requested via the original Draft Amending Budget 2/2013.

The forecasts have been checked with the counterparts in the beneficiary countries, and take into account recent developments with regard to the lifting of current payment interruptions. On this basis, an amount of EUR 7.4 million is requested.

#### **Decrease 05 02 17 04**

##### **Preparatory action - European farm prices and margins observatory**

Due to the late adoption of the Financing Decision of the Preparatory Action – European Farm Prices and Margins Observatory at end July 2013, the payments foreseen for implementation in 2013 are to be postponed to the year 2014, and EUR 112 000 can be transferred.

## **Decrease 05 04 03 01**

### **Preparatory action - Union plant and animal genetic resources**

An open call for tenders concerning the action on EU plant and animal genetic resources in agriculture will be launched soon. It is planned to sign the contract and to make the budgetary commitment by the end of this year. Most of the payments will be made in 2014 and 2015, and for this reason, EUR 600 000 of the payment appropriations can be made available for redeployment.

## **Decrease 05 04 05 03**

### **Pilot project - Exchange programme for young farmers**

In order to carry out this pilot project, the Commission decided to carry over the 2012 commitment appropriations (EUR 1.5 million) to 2013. A negotiated procedure has been initiated, and it is expected to sign the contract, and thus make the budgetary commitment, in the third quarter of this year. Since no pre-financing has been foreseen under this contract, and considering that the interim report which is linked to the first interim payment will not be due before December, no payment appropriations will be used in 2013. The payment appropriations that have been requested in the Draft Budget 2014 should cover the needs for 2014. Further payments are foreseen for 2015. This leaves payment appropriations amounting to EUR 750 000 available for use in the 2013 Global Transfer procedure.

## **Decrease 05 05 02**

### **Instrument for Pre-accession Assistance for Rural Development (IPARD)**

The decrease corresponds to the expected implementation of payments. The amount of payments required until the end of the year is based on the forecast of the agencies at 23/8/2013. An amount of EUR 33.3 million can therefore be made available.

## **Decrease 05 06 01**

### **International agricultural agreements**

This budget article covers the EU's contribution to the International Grains Council (IGC), the International Sugar Organisation (ISO) and to the International Olive Oil Council (IOOC). For all these organisations, the EU contributions paid in 2013 were smaller than expected in the budget, in particular for IOOC.

The current IOOC agreement will expire at the end of 2014. The agreed approach of the Commission is that until the end of the current agreement the budget, human resources, and activities of the IOOC should be kept at a minimum. The 2013 IOOC budget, agreed in May 2013, reflects this approach and consequently the EU contribution made was lower than originally foreseen.

In addition, the 2013 contributions for the International Sugar Organisation and International Grains Convention were smaller than foreseen, primarily due to changes in the GBP-EUR exchange rate and to the final number of votes eventually attributed to the EU in these organisations.

On this basis, payment appropriations of EUR 2.0 million are made available.

## **Increase 06 03 03**

### **Financial support for projects of common interest in the trans-European transport network**

This increase of EUR 30.9 million will raise the amount on the budget line to the level of the Draft Budget 2013, and is essential to cover the needs of the TEN-T decisions to the year end. The proposed increase includes some EUR 2.3 million for the Marguerite Fund whose pace of implementation has now reached cruising speed. The Commission's participation in the Fund to finance its share of equity in these PPP infrastructure projects amounts to 11.27%.

## **Increase 06 06 02 01**

### **Research related to transport (including aeronautics)**

This reinforcement of EUR 5.2 million is necessary to cover cost claims, which are higher than expected. In particular there is a cost claim (already received) of EUR 5 million which cannot be covered without the requested appropriations.

## **Increase 06 06 02 03**

### **SESAR Joint Undertaking**

After a sluggish start over the period 2010 to 2012, the SESAR Programme has now reached its cruising speed, with, for 2013, amounts of EUR 79 million of co-financing to be paid to the members and EUR 20 million for complementary activities and studies. To cover these needs, a reinforcement of EUR 15.3 million is therefore requested in the Global Transfer.

## **Increase 08 02 02**

### **Cooperation - Health - Innovative Medicines Initiative Joint Undertaking**

IMI JU foresees the payment of operational expenditure in 2013 to reach EUR 125.8 million. This amount was approved by the IMI Governing Board as part of the budget 2013, and a further EUR 22.2 million is now needed to cover the obligations towards beneficiaries of IMI projects.

Without this reinforcement, there is the risk of significant delays in the implementation of projects, as well as late interest which could amount to several hundred thousand euros. If this reinforcement is not approved, IMI JU will run out of payment appropriations in November 2013.

## **Increase 08 04 01**

### **Cooperation - Nanosciences, nanotechnologies, materials and new production technologies**

The requested reinforcement of EUR 24.6 million is intended to cover a number of payments to the year-end, with a view to avoiding implementation delays. If this reinforcement is not approved, this budget line will run out of payment appropriations in November.

## **Increase 08 05 01**

### **Cooperation - Energy**

A reinforcement of EUR 4.5 million is needed to cover payments to the year-end, otherwise the budget line will be exhausted in November. The payments concerned cover interim and final payments for calls for proposals from previous years (FP7 Energy 2012/2011/2010, FP7 Eranet 2012 RTD). Thanks to this reinforcement, approximately 5% of payment on RAL will be made, avoiding or minimising payment of late interest.

Some pre-financing is also needed for calls made in 2013 (FP7-Energy 2013, FP7 Smartcities 2013, FP7 Energy 2013 IRP, FP7 Eranet 2013 RTD and FP7 Ocean 2013). The evaluation/negotiation of these calls is complete, and payment is needed to avoid any delay in the implementation of these research projects.

## **Increase 08 06 01**

### **Cooperation - Environment (including climate change)**

A reinforcement of EUR 3.5 million is requested, to avoid the risk of significant late interest payments, as well as delays to projects. The budget line is otherwise forecast to run out of appropriations in November, as the payments on this line are concentrated in the last months of the year.



## **Decrease 08 07 01**

### **Cooperation - Transport (including aeronautics)**

The proposed decrease of EUR 20.5 million arises from the fact that for two specific calls for proposals the claims for interim/final payments from the beneficiaries were below the amounts forecast.

## **Increase 08 10 01**

### **Ideas**

Following a revision of the payment appropriations needs until the end of 2013, it is proposed that apart from the EUR 35 million requested via amending budget, a further EUR 51.6 million is needed. This is necessary to allow the European Research Council Executive Agency (ERCEA) to meet its obligations efficiently and in due time. The total reinforcement of EUR 86.6 million (EUR 35 million + EUR 51.6 million) is in line with the initial request for Draft Budget 2013, and is supported by implementation rates.

## **Increase 08 19 01**

### **Capacities - Support for coherent development of research policies**

The requested reinforcement of EUR 0.5 million concerns payments to experts participating in groups set up according to the revised work programme CDRP 2013, as well as final payments for short running studies ending in 2013. These payments are contractual obligations.

## **Decrease 08 20 02**

### **Euratom - European Joint Undertaking for ITER - Fusion for Energy (F4E)**

The decrease proposed consists of an adjustment of the payment forecasts representing 58% of the initial appropriations voted by the Budgetary Authority. The major part of this adjustment of the forecasts concerns pre-financing payments related to 2013 contracts and interim payments of previous year's contracts.

The negotiation of the 2013 contracts has been delayed; the major part of these contracts will be signed only at the end of this year resulting in a shift of several months in the advanced payments linked to those contracts to the year 2014.

Furthermore, beneficiaries submitted/ are going to submit their request for interim/final payment with delays, which has generated a significant deviation from the payment forecast 2013. These factors represent a total amount of EUR 240 million that will not be paid as previously foreseen. In addition to the delay in pre-financing and interim/final payments, part of the needs (EUR 49.2 million) can be covered by assigned revenue, rather than by the voted 2013 appropriations. This EUR 49.2 million corresponds to the outturn balance from the year 2012 that the Commission recovered in July 2013.

In this context, the budget line 08 20 02 can offer EUR 289.2 million for redeployment.

## **Decrease 08 22 03 02**

### **Completion of the sixth Euratom framework programme (2003 to 2006)**

The payment appropriations on this line only relate to closed FP6 contracts. The forecast was based on the on-going appeals by the beneficiaries, received after final payments for the projects 036412 – Nulife and 516508 – Raphael. These appeals were only partially accepted, therefore the downwards adjustment of the forecast by -EUR 0.1 million.

A further reduction of EUR 0.7 million relates related to the project FU06-CT-2005-00131 where the cost claim of a participant was not accepted.

In total, EUR 0.8 million is available for redeployment.

## **Increase 09 02 06**

### **Preparatory action - Erasmus for Journalists**

The final payment request for this preparatory action was received in June. No payment appropriations are available on this line in 2013 budget. An amount of EUR 150 000 was requested in the original Draft Amending Budget 2/2013, and the amount requested in the Global Transfer EUR 34 776 is the remaining part of the final payment.

## **Increase 09 03 01**

### **Competitiveness and Innovation Framework Programme - Information and Communication Technologies Policy Support Programme (ICT PSP)**

An increase of EUR 9.2 million is proposed to fulfil obligations to the year end, and bearing in mind the rate of implementation to date. The addition amount will be used, inter alia, to cover interim payments, pre-financing on calls from 2012 and those processed in 2013, and the payment due to the European Investment Bank in relation to the pilot project bond.

## **Increase 09 04 01 01**

### **Support for research cooperation in the area of information and communication technologies (ICTs - Cooperation)**

An increase of EUR 57.3 million is requested to cover payments to the year-end. The non-approval of this request would prevent the Commission from paying a significant part of the pre-financing of 2013 call projects to be paid in 2013 in accordance with the calendar of the calls and the obligation in terms of payment deadlines imposed by the Financial Regulation.

Payment for late interest would be due and the problem would be shifted to 2014, where the shortage of payment appropriations is even more severe. Furthermore, there would be a risk that the time to contract constraints imposed by the new Financial Regulation would not be respected.

## **Increase 10 05 01**

### **Decommissioning of nuclear installations and waste management**

The request for EUR 2.7 million represents the minimum amount needed for the completion of Commission's tasks within the Decommissioning & Waste Management Programme. The requested payment appropriations will allow the legal obligations to be honoured, and at the same time, will guarantee full consumption at year-end. The non-approval of additional payment credits will make that the gap between commitment and payment appropriations grows in 2013, as happened in 2012. It is therefore vital to cover the maximum amount of obligations left pending at the end of 2012, as well as those arising in 2013, in order to avoid an abnormally high carry-over into 2014 of payment needs related to past financial years.

## **Decrease 11 02 01 01**

### **Intervention in fishery products - New measures**

The expected level of payments of interventions is lower than foreseen at the date of preparation of the budget for the year 2013. The most recent projections are extrapolated from the payments made in 2012 and in the first declaration period of 2013, and on this basis EUR 2.9 million can be redeployed.

#### **Decrease 11 02 01 04**

##### **Pilot project - Establishment of a single instrument for commercial designations for fishery and aquaculture products**

The procurement procedure will take place later than expected, and the first payment will only take place in 2014, allowing for the redeployment of EUR 0.2 million.

#### **Increase 11 03 01**

##### **International fisheries agreements**

The increase in needs is linked to the payment of EUR 2.4 million for the sectoral support to the Islamic Republic of Mauritania if the necessary conditions have been fulfilled as per the conditions of the protocol currently under provisional application. A request for information concerning the fulfilment of these conditions was sent to the relevant authorities in Mauritania on 1 August 2013. The corresponding commitment of appropriations was made in 2012, after the approval of the budgetary authority. The corresponding payment of the RAL was not inscribed on the reserve line in the 2013 budget.

#### **Increase 11 03 03**

##### **Preparatory work for new international fisheries organisations and other non-compulsory contributions to international organisations**

A significant number of final payments will take place before the end of the year. Moreover, the following actions have been added to the work programme:

- International Commission for the Conservation of Atlantic Tunas (ICCAT): Feasibility study on tropical tuna tagging.
- Indian Ocean Tuna Commission (IOTC): Organisation of a meeting of the Working Party on Tropical Tunas (WPTT).

Therefore, an increase of EUR 0.5 million is requested.

#### **Decrease 11 04 01**

##### **Closer dialogue with the fishing industry and those affected by the common fisheries policy**

Requirements for the communication campaign dedicated to the reform of the Common Fisheries Policy (CFP) are lower than originally planned, and just under EUR 1 million can be released.

#### **Increase 11 06 11**

##### **European Fisheries Fund (EFF) - Operational technical assistance**

This increase of payment appropriations of EUR 1.3 million is needed to cover actions committed in 2012 and 2013 for:

- The European Fisheries Areas Network (FARNET): EUR 930 000;
- Studies on the implementation of the Axis 4 (Sustainable development of fisheries areas) of the European Fisheries Fund: EUR 120 000;
- Others (i.e. Retrospective and prospective evaluations on the CFP, excluding its international dimension, IT expenses, etc.) EUR 290 000.

## **Increase 11 08 01**

### **Financial contribution to the Member States for expenses in the field of control**

The increase requested is based on the latest information provided from 13 Member States concerning payment claims to be sent before the end of 2013, which shows that they intend to send to the Commission claims amounting to EUR 13.9 million. Taking into account that payments to Member States will be determined after further analysing the respective files and deducting the pre-financing amount, an increase in payment appropriations of EUR 3 million is requested.

## **Decrease 11 09 05**

### **Programme to support the further development of an integrated maritime policy (IMP)**

The pre-financing for a number of procurement projects linked to the building of the marine knowledge databases will not be paid, as the contractors have not provided the bank guarantees, and have renounced the pre-financing. Therefore, the payments will be done as interim and final payments only in 2014, and EUR 4.2 million can be transferred.

## **Decrease 11 09 06**

### **Preparatory action - Guardians of the Sea**

Due to a modification of the planning, a part of the initially forecasted payments will be made in 2014, and EUR 75 500 can be transferred.

## **Increase 12 02 01**

### **Implementation and development of the internal market**

The payment allocations requested will essentially cover commitments remaining to be settled from 2012. Notably, several contracts have been signed in December 2012 and in accordance with the payment terms specified in the contracts; interim and/or final payments are now due on them. Contracts are mainly related to studies, conformity assessments and IT developments.

Total needs on this line amount to EUR 3.1 million, but the net increase requested is EUR 1.6 million, as EUR 1.5 million are currently in reserve and the lifting of the reserve has been requested via transfer request DEC 25/2013.

Without the reinforcement there will be late interest to pay, and furthermore, since the contractors able to carry out the studies are quite limited in number, there would be a reputational risk and a risk for future open tender procedures.

## **Decrease 13 05 01 01**

### **Instrument for Structural Policies for Pre-accession (ISPA) - Completion of other previous projects (2000 to 2006)**

The analyses of the payment claims related to the closures for ex-ISPA projects are mostly resulting in recoveries. An amount of EUR 79.0 million can therefore be made available.

## **Increase 15 07 77**

### **People**

A reinforcement of EUR 78 million is requested to cover payments to the year-end, avoiding that the launch of some 162 projects is postponed to 2014. The total needs for payment appropriations on this line in 2013 can be detailed as follows:

- Interim and final payments for a total amount of EUR 230.4 million for grants awarded under the calls for proposals 2007-2011 and charged to commitments carried forward to 2013. On 1 January 2013 the stock of open projects resulting from these calls represents 2 065 projects;
- Pre-financing payments for a total amount of EUR 324.4 million, relating to some 1397 grant agreements retained under the various 2012 calls for proposals (IxF-Individual Fellowships, COFUND, IRSES, CIG, IAPP and ITN) for which grant signature (followed by the payment of pre-financing) has to be made by 31.12.2013 at the latest;
- Pre-financing payments for a total amount of EUR 307.3 million and relating to some 426 grant agreements resulting from various 2013 calls for proposals (IRSES, NIGHT, CIG, IAPP and ITN) and planned for signature (and subsequent payment of pre-financing) in 2013;
- Payments for a total amount of EUR 11.0 million to expert evaluators assisting the Research Executive Agency (REA) with proposal evaluations.
- Payments for a total of EUR 8.9 million for projects managed by the Commission.

### **Increase 16 04 02 01**

#### **Online and written information and communication tools**

The additionally requested amount of EUR 1.6 million is necessary to fulfil the contractual obligations related to interim payments on contracts signed during 2013 for information and communication tools (Europe website, Europe Direct Call Centre, etc.).

### **Decrease 17 03 12**

#### **Pilot project - Healthy diet: early years and ageing population**

In 2013, only a pre-financing of 30% will be made for this pilot project and the remaining EUR 0.4 million on the line can be returned as no other payments are due for this year.

### **Decrease 17 03 13**

#### **Pilot project - Developing and implementing successful prevention strategies for type 2 diabetes**

No payments are foreseen for this pilot project in 2013, and the EUR 0.2 million can be made available for transfer.

### **Decrease 17 03 14**

#### **Preparatory action - Antimicrobial resistance (AMR): Research on the causes of high and improper antibiotic usage**

The contract is expected to be signed in November and as the first payment is linked to the approval of the inception report, it will be done in 2014. Therefore no payment appropriations are needed on this line for 2013, and the EUR 0.2 million can be redeployed.

### **Decrease 17 03 19**

#### **Preparatory action - Fruit and vegetable consumption**

As stated in the letter of executability in 2012, (24/10/2012), reacting to the amendments voted to the 2013 Draft Budget, in 2013, the Commission intends to wait for the results from the pilot project before launching further preparatory action. The results are expected to be available at the beginning of 2014 and therefore the appropriations (EUR 0.5 million) available on this budget line can be made available.

## **Decrease 17 04 02 01**

### **Other measures in the veterinary, animal welfare and public health field - New measures**

The surveillance studies aiming to gather further important information on honeybee colony losses will only be paid in 2014. Taking into account other actions to be financed, a net amount of EUR 2 million in payment appropriations can be redeployment.

## **Decrease 17 04 03 01**

### **Emergency fund for veterinary complaints and other animal contaminations which are a risk to public health - New measures**

Due to a favourable animal health situation, the requests for EU contribution from the Emergency Fund will be lower than the provision set up at the start of the year. As a result, a decrease of EUR 5.5 million in payment appropriations is possible.

## **Increase 19 03 01 04**

### **Other crisis management measures and operations**

The CFSP Chapter has been decreased by EUR 15 million in payment appropriations through DEC 21/2013 in order to temporarily reinforce the Instrument for Stability (budget line 19 06 01 01) while awaiting the approval of DAB2/2013.

The budget line 19 03 01 04 needs to be reinforced in order to cover partially the second pre-financing for EU Border Assistance Mission (EUBAM) Libya for an amount of EUR 13 million. Therefore EUR 6.4 million is requested in the Global Transfer.

## **Increase 19 04 01**

### **European Instrument for Democracy and Human Rights (EIDHR)**

Payment appropriations voted on this line were EUR 6.5 million lower than requested in the Draft Budget, and as early as March 2013, it was estimated that a reinforcement of EUR 20 million (from EUR 88.5 million to EUR 108.5 million) would be necessary fully to cover the Commission's commitments.

By the end of August 2013, EUR 83 million of the initial EUR 88.5 million had been consumed. The average monthly rate of payments is EUR 5 to 7 million, (this average increases towards the end of the year). Nevertheless, only EUR 3.1 million is requested via the Global Transfer to cover the bare minimum of essential payments.

## **Increase 19 04 03**

In the framework of budgetary authority transfer DEC 21, an amount of EUR 6 million from budget line 19 04 03 'Electoral observation' was transferred to the Instrument for Stability (budget line 19 06 01 01), to cover urgent payment needs. Several electoral observation missions are planned for which an amount of EUR 3 million is urgently needed, and should be restored to this line. (Bangladesh, Nepal, Honduras, Madagascar, Tunisia, Mali).

## **Increase 19 05 01**

### **Cooperation with industrialised third countries**

An additional amount of EUR 2 million is requested for this line to help to cover final or interim payments, as well as to cover payments linked to the transfer of commitment appropriations in 2012 from budget line 15 02 03 Cooperation with third countries on education and vocational training, which concern Tempus and Erasmus Mundus activities. No corresponding payment appropriations were transferred at the same time but pre-financings and interim payments have to be paid in 2013.

## **Increase 19 06 04**

### **Assistance in the nuclear sector**

The Instrument for Nuclear Safety Cooperation was decreased by EUR 15 million in payment appropriations as an emergency measure to cover the additional humanitarian needs of the Syrian crisis. EUR 4 million needs to be recovered to honour outstanding payment obligations towards contractors.

## **Increase 19 08 01 01**

An amount of EUR 30 million in payment appropriations was transferred to Humanitarian Aid via budgetary authority transfer DEC 18/2013 to respond to the Syrian crisis. A minimum of EUR 10 million has now to be restored in order to pay the most urgent needs on this line.

## **Increase 19 08 01 03**

### **European Neighbourhood and Partnership financial cooperation with Eastern Europe**

Despite reinforcement via Amending Budget 2/2013, the latest forecasts (August) for this budget line, still indicate additional needs, as some big payment actions in Moldova, should now be taken into account in 2013. Therefore a further EUR 10.5 million is necessary.

## **Increase 19 09 01**

### **Cooperation with developing countries in Latin America**

The revised forecast of July confirms a strong implementation. The payments appropriations were reduced by EUR 5 million in order to cover finance needs for Syria. On-going projects in Latin America, worth almost EUR 70 million, have however matured and should be paid by the end of the year. Therefore a reinforcement of EUR 3 million is requested.

## **Increase 19 10 01 01**

### **Cooperation with developing countries in Asia**

The level of payment appropriations, voted under the 2013 budget, was lower than level proposed in the Draft Budget. There were also payments which had to be made at the beginning of 2013, which should have been made in 2012, but were delayed due to a lack of appropriations.

In addition, payment appropriations for Asia were reduced by EUR 14 million in view of the urgent need to provide payments for the assistance to Syria. In view of the urgency of the situation, funds were deployed from budget lines where payments were immediately available. However, it is now necessary to reinstate these amounts. The proposed amount of EUR 8 million is based on forecasts of payments until the end of the year, which would otherwise lead to payment of late interest.

## **Increase 19 10 01 02**

### **Aid for the rehabilitation and reconstruction of Afghanistan**

Payment appropriations for Afghanistan were reduced during the year by EUR 18 million in view of the urgent need to provide payment appropriations for the assistance to Syria. In view of the urgency of the situation, funds were deployed from budget lines where payments were immediately available. This was possible on the understanding that regularisation would be sought in the Global Transfer, and EUR 3 million is now duly requested.

## **Increase 19 11 03**

### **The European Union in the world**

The payment appropriations for 2013 were EUR 1.1 million, of which EUR 153 000 remain. This remaining amount will cover small invoices linked to 2013 on-going contracts. The amount of appropriations committed in 2011 and 2012, stemming directly from the existence of old annual programmes that have not yet been paid, amounts to EUR 574 000. This amount is needed to pay invoices for writing and editing services and awareness raising events in Member States. In addition, EUR 626 000 is needed to pay invoices received for the Mali conference and the 30% pre-financing for the contracts in view of the European Year of Development 2015 until end of this year, as well as possible late interest payments. Therefore, there is a need for an additional EUR 0.6 million.

### **Increase 20 02 01**

#### **External trade relations, including access to the markets of third countries**

The budget 2013 line was approved with an amount of EUR 6.9 million in payment appropriations (EUR 1.6 million less than Commission's request). The line has subsequently been decreased by EUR 3 million to help cover the urgent shortage of payment appropriations on line 20 02 03 Aid for Trade – Multilateral Initiatives. The requested reinforcement of EUR 1 million is the absolute minimum required for the Commission to cover its contractual obligations.

### **Increase 21 03 01**

#### **Non-State actors in development**

In the first four months of 2013, an amount of EUR 91.5 million, which represents 43.8% of the allocated payment appropriations of 2013 budget, was used for making payments signed with 2012 budget, as well as for intermediate or final payments to on-going contracts.

This increased consumption of payment appropriations was unexpected in comparison with the initial forecasts for the year, with projects maturing faster than forecasted.

The proposed transfer of EUR 8 million will be used to cover, interim and/or final payments for on-going contracts, as well as payments for contracts signed using the 2012 budget, and calls which were launched in the first months of 2013.

### **Increase 21 03 02**

#### **Local authorities in development**

The scenario is similar to that of budget line 21 03 01. However, in this case a reinforcement of EUR 1 million is proposed.

The following expenditure is expected for this line:

- Payments for new contracts which will be signed using the 2012 budget equal to EUR 20 million, approximately EUR 4.2 million will be spent on payments for new contracts following Calls for Proposals launched in the first months of 2013.
- Furthermore, according to the forecasts made at headquarters as well as those received from the delegations which manage part of these lines, it is expected that interim and/or final payments for on-going contracts will reach a minimum of EUR 8 million from September to December.



## **Increase 21 04 01**

### **Environment and sustainable management of natural resources, including energy**

The budget for this line is EUR 40 million lower than the Draft Budget 2013 request. The amount of payment appropriations left available on this line will not be sufficient to meet the payments which are due by the end of the year for contracts signed in 2012 and 2013, estimated at EUR 45 million. This includes, just as an example, the tenders launched in 2012 for the "Sustainable energy for all" initiative, where contracts worth EUR 60 million should be signed by the end of this year, and low pre-financing of 20% should be paid in December. Interim and final payments in the pipeline relating to earlier contracts which are due before the year-end total EUR 47.8 million. A minimum of EUR 6 million in payment appropriations are required as reinforcement.

## **Increase 21 05 01 02**

### **Education**

There are currently a total of 22 grant contracts and five contribution agreements with international organisations under this budget line. The end of the year needs includes the following payments: pre-financing on the contribution agreement with the Global Partnership for Education for EUR 6 million; final payment for contract 2007/142-413 (Annual Contribution to the FTI) for EUR 6 million, and payments to eight on-going contracts managed by EU Delegations, for a total of EUR 2.5 million. Taking account of availabilities, a reinforcement of EUR 6 million is requested.

## **Decrease 21 06 07**

### **Banana accompanying measures**

Due to the late adoption of the BAM as an instrument, and delays in committing the funds, most of the budgetary commitments were made towards the end of 2012, and all financing agreements were countersigned by the respective governments only in 2013, implying delays in the implementation. In total, EUR 16.9 million can be released from the line, with EUR 10.2 million redeployed within the same chapter, and an amount of EUR 6.7 million available within the Global Transfer.

## **Increase 21 07 04**

### **Commodities agreements**

The 21 07 04 budget line covers the annual membership fees which the Union must pay for its participation on the grounds of its exclusive competence in the field. More specifically this appropriation covers the payment of:

- the annual fee for membership of the International Coffee Organisation: a commitment and corresponding payment for the amount of EUR 1.5 million;
- the annual fee for membership of the International Cocoa Organisation: a commitment and corresponding payment for the amount of EUR 1.3 million
- the annual fee for membership of the International Jute Organisation: a commitment and corresponding payment for the amount of EUR 0.3 million

Due to the very nature of expenses covered by this budget line (i.e. payment of annual contribution to an international body), the amount committed during year N should be fully disbursed during the same budgetary year, and therefore an increase of EUR 1.6 million is requested.

## **Increase 21 08 02**

### **Coordination and promotion of awareness on development issues**

Several payments are in the pipeline and have to be made this year, with no possibility to postpone them to 2014. An amount of EUR 0.6 million is requested, which is crucial for payments in view of preparatory actions for the European Year of Development 2015.

## **Increase 23 02 01**

### **Humanitarian aid**

On 31 August 2013 there are only EUR 112 million available in payment appropriations on the humanitarian aid budget line, with implementation rate at 84.2%, which is - extremely high four months before the year-end.

At the same time, the accumulated *reste-à-liquider* (RAL) stands at around EUR 460 million and the *reste-à-contracter* (RAC) is as high with EUR 420 million to finance major operations, such as the ones related to the Syrian crisis.

This critical situation stems from the increasing gap, which has developed between commitment and payment appropriations, despite the fact that humanitarian aid projects are relatively short-term and need a pre-financing of 80% and a final payment very shortly after that.

Therefore, based on the actual forecast of needs, a reinforcement of EUR 69.3 million in payment appropriations on budget line 23 02 01 is proposed to partially cover Commission's contractual obligations and provide humanitarian assistance to those most in need.

## **Increase 23 02 02**

### **Food aid**

On 31 August 2013 there was only EUR 6 million available in payment appropriations on the food aid budget line. The implementation rate thus stood at 96.9%, which is extremely high for this point of the year.

At the same time, several humanitarian actions for an amount of EUR 34 million still have to be launched and pending payment claims have to be processed.

As in the case of Humanitarian Aid, this critical situation has arisen from the growing gap between commitment and payment appropriations, despite the fact that humanitarian aid projects are relatively short-term and need a pre-financing of 80% and a final payment very shortly after that.

Therefore, based on the actual forecast of needs, a reinforcement of EUR 9 million in payment appropriations on budget line 23 02 02 is necessary.

## **Increase 23 02 03**

### **Disaster preparedness**

As of 31 August 2013 there were no more payment appropriations on the budget line, whereas outstanding payment claims for an amount of EUR 5 million have been received. Therefore, a reinforcement of EUR 0.9 million in payment appropriations is proposed to cover the most urgent needs.

## **Increase 23 03 05**

### **Preparatory action - Union rapid response capability**

The initial 2013 budget in payment appropriations was EUR 0.5 million. However, files for final payments worth EUR 2.2 million were received in 2013. Even with an internal transfer of EUR 0.4 million from budget

and making use of assigned revenue, there is still a gap of EUR 1 million to be addressed, and this reinforcement is requested in the Global Transfer.

### **Decrease 23 03 06**

#### **Civil protection interventions in third countries**

The initial budget of EUR 3.7 million in payment appropriations has been reinforced by internal assigned revenues for an amount of EUR 3.6 million. The number of interventions needed during the year is unpredictable by nature, since it depends on emergencies that might occur. 2013 is currently marked by a low activity and only a few interventions were needed. For this reason and based on the actual forecasts, a decrease of EUR 0.8 million in payment appropriations on this budget line is proposed.

### **Increase 24 02 03**

#### **Anti-fraud information system (AFIS)**

The Anti-Fraud Information system project (AFIS) is an IT application maintained and finance by OLAF. All expenses related to the application are covered by procurement contracts and OLAF has to fulfil its payment obligations within 30 days after receipt of the invoice, which follows the delivery of the equipment or of the service. Typically, 90% of the annual commitments are paid within the same year.

A very prudent amount was entered in the Draft Budget 2013 (EUR 5.7 million), which was further reduced by EUR 760 000. The requested reinforcement of EUR 0.8 million would restore payments to the level of the Draft Budget 2013, although it will not be sufficient to cover the EUR 1.1 million needed for paying out the minimum legal obligations relating to 39 contracts.

### **Decrease 26 02 01**

#### **Procedures for awarding and advertising public supply, works and service contracts**

Three main factors have led to the availability of EUR 4.2 million in payment appropriations: lower production costs following the entry into force of a new contract; reduction in distribution costs due to the streamlining of this part of the activity; and postponement of a number of IT developments.

### **Decrease 32 06 01**

#### **Research related to energy**

Some new projects, still under negotiation, will be signed at year end (2nd half of December). Therefore the pre-financing for those projects will be paid in January 2014 instead of December 2013, and EUR 11.1 million can be transferred.

### **Decrease 32 06 04 02**

#### **Completion of the sixth framework programme (2003 to 2006)**

For a few projects, the final implementation dates were extended, and some claims received were lower than the estimated amounts at the time of preparing the 2013 budget. Therefore the amount of EUR 3.9 million is available for other purposes.

### **Increase 33 02 05**

#### **Fight against violence (Daphne)**

The accumulated outstanding obligations on commitments made in previous years under this budget line (RAL) amount to more than EUR 33 million. By the end of August 2013, about EUR 18 million had to be paid in relation to commitments from the years 2008 - 2012, including a large number of pre-financings

concerning the call for proposals launched under the Annual Work Programme 2012. Consequently, the payment appropriations initially allocated in the 2013 budget have been exhausted.

For the remaining part of the years it is expected to close the on-going grants awarded under the Annual Work Programmes for 2009 and 2010 for a remaining amount of around EUR 7 million (of which EUR 4.7 million is linked to cost claims already received by the Commission and EUR 2.3 million estimated in line with the contractual deadlines of the grant agreements).

Additionally, pre-financing payments following a call for proposals under the Annual Work Programme 2013 for the amount of EUR 0.5 million are also foreseen to be paid by the end of 2013.

On the basis of the current balance left of payment appropriations and taking into account the outstanding payments for the on-going grants and procurement files, the Commission makes a conservative request for an additional amount of EUR 4 million which will cover part of the needs on this budget line until the end of 2013.

### **Decrease 33 02 10**

#### **Pilot project - European Centre for Press and Media Freedom**

Due to the timing of the launch of the call for proposals, no payment will be processed in 2013, and EUR 0.5 million can be transferred.

### **Increase 33 04 01**

#### **Drugs prevention and information**

Based on the draft award decision for the call for proposals under the Annual Work Programme 2013, foreseen for adoption by the middle of October 2013, it is expected to conclude 7 individual legal commitments for the amount of EUR 2.6 million by the middle of November, the related payments in 2013 are expected to be about EUR 1.5 million. In addition, some EUR 0.6 million in relation to cost claims already received by the Commission for previous years' commitments is also due to be paid before the year-end.

On the basis of the current balance left of payment appropriations and taking into account the outstanding payments, the Commission estimates an additional amount of EUR 0.5 million is necessary to cover the most urgent needs on this budget line.

### **Increase 33 06 01**

#### **Anti-discrimination and diversity**

The payments to be implemented under this budget line by the end of the year are foreseen to reach EUR 3.9 million, including EUR 0.7 million in relation to cost claims already received by the Commission and EUR 3.2 million for the intermediate and final invoices in line with the contractual deadlines of the procurement files.

On the basis of the current balance left of payment appropriations and taking into account the outstanding payments, the Commission estimates an additional amount of EUR 1 million is necessary to cover part of the needs on this budget line by the end of 2013.

### **Increase 33 06 02**

#### **Gender equality**

Based on the award decisions for the two calls for proposals under the Annual Work Programme 2012 (the first one adopted on 17/07/2013 and the second one foreseen for adoption by end of September 2013), it is expected to conclude 26 individual legal commitments for the amount of EUR 6.2 million by the end of October. The related payment requests are expected to be EUR 3.3 million in 2013.

In addition, some EUR 1.7 million is also due to be paid before the year-end, including EUR 0.2 million in relation to cost claims already received by the Commission and EUR 1.5 million for the intermediate and final invoices in line with the contractual deadlines of the procurement files.

On the basis of the current balance left of payment appropriations, and taking into account the outstanding payments for grants and procurement files, an additional amount of some EUR 2.1 million is necessary to cover part of the needs on this budget line by the end of 2013.